

  L'affaire rocambolesque qui a vu l'arrestation jeudi 18 novembre, puis sa relaxe le jour suivant (19 novembre), de l'Abbé Noël Ngwa vient de connaître un nouveau twist. Maintenant c'est au tour de Marc-Saturnin Nan Ngu ma de connaître la persécution politique. Marc-Saturnin Nan Ngu ma a en effet été arrêté lundi 29 novembre par la Police judiciaire gabonaise (PJ), puis immédiatement déféré devant le parquet de Libreville où il a été, en compagnie de supposés "complices", inculpé puis placés sous mandat de dépôt par le juge d'instruction. L'on se souviendra en effet que l'Abbé Noël Ngwa avait été arrêté jeudi 18 novembre, remis en liberté le 19 novembre, puis recherché de nouveau pour arrestation le dimanche 21 novembre. Il n'avait d  sa sauvegarde qu'à l'intervention de l'Archevêque Basile Mv . Et voilà que le régime, lundi dernier (29 novembre) a remis le paquet. L'Union du 1 novembre "révèle" en effet que l'arrestation des "complices" de Marc-Saturnin Nan Ngu ma, notamment Paul-Marie Eyegh , Paul Ekomi , Jacques Alain Hessia, Isidore Bili  et Mohamadou Abo et leur interrogation aurait conduit à la désignation de Marc-Saturnin Nan Ngu ma comme le propriétaire d'une "artillerie" de guerre dont le but serait de destabiliser le régime Bongo. L'artillerie en question se monterait au total à 11 armes et une bonne centaine de munitions de guerre qui auraient été retrouvées non seulement chez les complices de Marc-Saturnin Nan Ngu ma, mais aussi près de sa propre concession et au domicile de l'Abbé Noël Ngwa. Selon le quotidien national L'Union du 1 novembre, les prévenus ont été inculpés des chefs de prévention susvisés et, certains, placés sous mandat de dépôt, notamment Nan Nguema, Angou  Noua, Isidore-Emmanuel Bili  et quelques autres. L'abbé Noël Ngwa Nguema, qui a de nouveau été impliqué dans cette nouvelle vague d'arrestations, aurait cependant été laissé en liberté provisoire. Cette affaire d'armes et d'arsenals de guerre que le régime Bongo semble trouver ces derniers temps chez les quelques voix qui osent encore s'élever contre son régime est devenue quelque peu clownesque. Dimanche 21 octobre, la fameuse cache d'armes détenue par l'Abbé Ngwa avait effectivement été retrouvée. Mais son contenu restait amusant: deux vieilles armes à feu rouillées qui avaient été mises à la disposition des leaders politiques chefs de partis à l'issue de la Conférence nationale de 1990 pour la protection de Marc Saturnin Nang Nguema, alors président du PLD (Parti Libéral Démocratique). Un de ses cousins les avait chez lui dans sa chambre comme simple relique sans munitions et inutilisables depuis ce temps, du moins pas à des fins de guerre civile. C'est, semble-t-il, tout ce que la police avait pu trouver lors de ses rocambolesques fouilles à rebondissements le dimanche 21 novembre. A l'approche des élections présidentielles de décembre 2005, il semble qu'un vent de panique a commencé à souffler au sein du régime Bongo. Arrêter un prêtre pour complot et tentative de coup d'état à cause de deux vieux fusils rouillés datant de 1990 semble être un acte des plus étonnants. Tout comme est étonnant que des armes et arsenaux de "guerre" se retrouvent tout d'un coup comme par miracle dans le pays, détenues comme par miracle par des gens réputés opposés au régime Bongo. Le type d'accusations fantaisistes dont Marc-Saturnin Nan Ngu ma et l'Abbé Ngwa viennent de faire l'objet rappelle avec effroi le régime Bongo des années 80, qui accusait les citoyens encombrants de comploter des coups d'état, justifiant ainsi leur arrestation et leur mise à l'écart. De nombreux citoyens ont ainsi péri secrètement dans les g oles du régime, quand ils n'étaient pas tout simplement kidnapp s, puis assassinés dans les forêts protégées qu'Omar Bongo utilise secrètement comme des camps de concentration et d'assassinats de personnes g nantes. L'Abbé Noël Ngwa Nguema, Rédacteur-en-Chef des journaux Misamu (baillonn  depuis un an par le pouvoir) et Sub-Version (lui aussi interdit), avait déjà été, le 21 août 2003, agressé physiquement par Omar Bongo lui-même, échappant de justesse grâce à l'intervention d'un ministre à la furie du dictateur furieux qui voulait lui faire personnellement la peau. L'arrestation de Marc-Saturnin Nan Ngu ma   lundi dernier est le quatrième incident de dictature que le pays a travers  en deux semaines. En dehors de l'arrestation de Hervé Opiengah lundi 15 novembre, de l'Abbé Noël mardi 16 novembre et de Marc-Saturnin Nan Ngu ma le 29 novembre, l'on se souviendra de l'interdiction d'émettre qui a frappé, le 12 novembre, RTN (Radio télévision Nazareth) et les radios Bethel et Bonne nouvelle. Le régime les aurait accusées d'irresponsabilité dans le reportage des informations et d'existence illégale en dehors du cadre fixé par la loi. A l'université Omar Bongo, Raoul Ovono Abessolo, Roland Mbadinga Koumba, et Guy-Roger Ngogho-Ngogho, trois étudiants leaders du syndicat universitaire FORCE (Fraction organisée pour la restauration de la conscience étudiante), à avaient été illégalement incarcérés par le régime en mai dernier, parce qu'ils avaient os  demander l'amélioration des conditions de vie et de travail au sein de l'université. Cela fait 6 mois que leur sort reste indéterminé. Des membres du BDP-Gabon Nouveau, parti exilé qui veut le démantèlement immédiat et sans conditions du régime Bongo, avaient eux aussi été détenus en 2003 pendant trois mois du 3 juillet au 1er Octobre, incarcérés sans jugement par le régime Bongo pour avoir collé des affiches BDP   Libreville. Ils furent accusés d'atteinte à la sécurité intérieure de l'état et outrage à chef d'état.

 

La dérive dictatoriale du régime Bongo se trouve ainsi confirmée, surtout quand on sait que Reporters sans frontières (RSF) dans son rapport annuel 2004, avait fait état d'un redoublement des arrestations, censures et privations de la liberté d'expression au Gabon. Il ne fait donc aucun doute que le Gabon vit maintenant à l'heure d'une dictature qui n'hésite plus à arrêter et censurer tous ceux qui ne chantent pas la chanson du dictateur gabonais Omar Bongo.